



Réf: 005/OLUCOME/02/2016

Bujumbura, le 23/02/2016

A Son Excellence Monsieur le Président Idriss Deby
de la République du Tchad et Président en exercice de
l'Union africaine avec les assurances de notre plus haute
considération ;

à NDJAMENA

A Son Excellence Monsieur le Président Yoweri KAGUTA
MUSEVENI, Médiateur dans la crise burundaise avec
les assurances de notre plus haute considération

à KAMPALA

Objet : PIERRE NKURUNZIZA veut à tout prix être 6^{ème} ROI

Burundais dans une République réputé démocratique

Excellences Messieurs les Présidents,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), Organisation de la société civile burundaise, tient à vous renouveler ses remerciements une fois de plus pour votre ferme et inestimable engagement à trouver une solution durable à la violence et aux horribles violations des droits de l'homme au Burundi suite à l'état de fait dans les institutions publiques et à la crise consécutive à la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution qui en est issue par Pierre NKURUNZIZA vigoureusement contesté par une bonne partie des Burundais.
2. Excellences Messieurs les Présidents, depuis le début du processus des élections de 2015 en l'année 2014 jusqu'au déclenchement (en Avril 2015) et au cours de la

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

situation d'insécurité au Burundi, l'OLUCOME n'a cessé de demander aux protagonistes politiques de s'asseoir ensemble pour trouver une solution durable aux problèmes qui hantent le Burundi. Mais malheureusement, le Gouvernement de Pierre Nkurunziza a toujours apparemment refusé le dialogue avec de vrais protagonistes. Et la situation sécuritaire, politique et économique continue à se dégrader du jour au jour.

3. Il tient également à travers cette correspondance à adresser ses vifs remerciements à l'endroit des représentants des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est qui nous lisent en copie pour leur soutien au peuple burundais en marche contre l'autoritarisme et l'inobservation des garanties universelles par le Gouvernement du CNDD-FDD et Pierre NKURUNZIZA agissant par le biais de certains groupes des forces de défense et de sécurité.
4. Au regard de la détérioration de la situation par des crimes de toute nature qui restent impunis, l'Observatoire lance encore une fois un cri d'alarme à l'endroit de Vos Excellences et des illustres ampliataires de la présente lettre pour attirer leur attention sur une voie que le Gouvernement et le parti CNDD-FDD ainsi que leurs alliés internes ont trouvé pour torpiller le processus de dialogue inclusif prôné par la région, la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne, etc. en vue de résorber le niveau de violence qui ne cesse d'augmenter et qui a déjà emporté des centaines de vies humaines et quotidiennement au moins des dizaines d'autres spécialement parmi la jeunesse burundaise, l'avenir du pays. Les uns disparaissent de façon forcée par divers moyens de torture, les autres sont simplement liquidés et certains cadavres sont enterrés en dehors de toute dignité humaine.
5. Les formes de torture imaginées par les forces de sécurité, spécialement le Service National des Renseignements, et une partie de celles de défense nationale et dénoncées par les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme dépassent toute intelligence humaine et constitueraient si elles étaient suffisamment documentées par des experts indépendants, des actes horribles constitutifs de crimes contre l'humanité.
6. **Le Burundi est devenu la risée du monde et périlite dans la pauvreté sans nom dans le classement mondial. Aujourd'hui, il est, d'après le dernier classement du Fonds Monétaire International (FMI), le premier pays le plus pauvre de la planète parce que son économie burundaise est devenue moribonde avec un taux de**

chômage élevé et un PIB par habitant de 315.2 dollars américains en 2015. La guerre se nourrit tous les ciels d'un état de pauvreté aussi déplorable que celui dans lequel s'est enlisé le Burundi et c'est pour cette raison que l'Observatoire a tenté d'alerter toute personne capable de l'écouter afin de l'aider pour que le Médiateur dans la crise burundaise puisse faire tout son possible et ait un soutien suffisant en vue de reprendre la Médiation dans le dialogue inter burundais à l'étranger. Ceci parce que celui qui a été initié par Pierre NKURUNZIZA et son parti le CNDD-FDD sur le plan interne viserait à instaurer une « royauté » au Burundi par la pérennisation de Pierre NKURUNZIZA au pouvoir.

7. Cet état de fait va, sans nul doute, accentuer la misère de la population burundaise au profit de ceux qui veulent s'accaparer de toute la richesse de la Nation parce que la pauvreté faute d'activités économiques fera que le régime contesté se confortera dans ses extravagances.
8. L'Observatoire lance encore une fois un cri d'alarme à l'endroit de Vos Excellences pour attirer votre attention sur cette voie que le Gouvernement et le parti CNDD-FDD ainsi que leurs alliés internes ont trouvé pour torpiller le processus de dialogue inclusif prôné par la région, la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne, etc. en vue de résorber le niveau de violence qui ne cesse de grimper et qui emporte des centaines de vies humaines spécialement parmi la jeunesse burundaise, l'avenir du pays.
9. A cet effet, l'OLUCOME Vous demande Excellences Messieurs les Présidents et à la région, à l'Union Africaine, aux Nations Unies, à l'Union Européenne et à d'autres partenaires soucieux du rétablissement de la paix au Burundi de continuer à conjuguer tous vos efforts afin que le Gouvernement en place arrête de violer les principes fondamentaux de la personne humaine en tuant, en torturant toutes les personnes arrêtées, en emprisonnant ou en faisant disparaître de façon forcée tout individu opposé ou supposé opposé au 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA. Ensuite, à travers les déclarations des officiels du système CNDD-FDD, dont notamment le président du Senat et le Gouverneur de la province Bujumbura Mairie, ils ont un programme urgent de récupérer toutes les maisons des personnes qui ont fui le Burundi pendant cette crise politico-sécuritaire qui se trouve au Burundi. Ce programme nous rappelle le programme de Président Michel Micombero à l'époque sombre 1972, quant il a récupéré toutes les maisons des hutus qui avaient fui ou étaient assassinés par son système qui était déjà pourri



selon les analystes neutres. Nous demandons au président NKURUNZIZA Pierre qui nous lit en copie d'arrêter ce programme de vengeance.

10. L'Observatoire rappelle aussi à ceux qui sont entrain de tuer les innocents, gouvernement comme opposition armée, qu'ils seront jugés un jour selon leurs crimes.
11. Excellences, depuis que la Communauté de l'Afrique de l'Est, s'est accordée avec l'Union Africaine et la communauté internationale, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne, ainsi que certains pays individuellement, le Médiateur a organisé une des fondations du dialogue inclusif entre le Gouvernement en place et son opposition sans distinction aucune y compris la société civile, solution unanimement envisagée par les partenaires du Burundi ainsi que toutes ces organisations internationales et régionales pour sortir le Burundi de la crise mais le Gouvernement en place de Pierre NKURUNZIZA a pris les devants pour saboter l'initiative de ce dialogue inclusif que le Médiateur a inauguré le 28/12/2015 à Entebbe dont l'OLUCOME était partie prenante depuis par ailleurs que le dialogue a commencé à Bujumbura.
12. En effet, Excellences Messieurs les Présidents, au départ l'on avait l'impression que du moment que le Médiateur a lancé cette initiative, tous les Burundais avaient eu un cadre propice d'échanges et de discussions afin d'adopter des résolutions de nature à mettre au plus vite fin à la crise mais c'était sans compter avec la détermination de Pierre NKURUNZIZA, du parti CNDD-FDD et de leur Gouvernement en place pour maintenir le statu quo peu importe les conséquences de leur engagement.
13. Ils ont, à leur tour lancé ce qu'ils appellent dialogue interburundais interne qui n'est qu'une parodie de dialogue dans laquelle Pierre NKURUNZIZA organise un dialogue avec les militants, les membres du Parlement, des élus locaux tous de son parti CNDD-FDD, les partis politiques satellites à ce dernier ainsi que les organisations dites de la société civile (en ce compris certaines sectes religieuses) fidèles au parti ou à Pierre NKURUNZIZA pour les besoins de la cause de Pierre NKURUNZIZA.
14. L'objectif final déjà perceptible de ce prétendu dialogue interne est la modification de la Constitution, la mise au rancart de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, pour assurer la pérennité au pouvoir de Pierre NKURUNZIZA tel que nous l'apprenons à travers la presse officielle ou affiliée, seule à couvrir cet événement.

15. De fait, les positions développées par les participants à ces assises de la campagne du CNDD-FDD et ses alliés en disent long quant aux reproches virulents formulés contre l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et la Constitution ainsi que la loi électorale parce qu'ils contiennent des récriminations excessives contre la limitation des mandats du Président de la République et contre les garanties de la réconciliation des Burundais par l'Accord et la Constitution.
16. Des parlementaires qui devaient en principe protéger la Constitution et sa source qu'est l'Accord d'Arusha, n'hésitent pas à soutenir que Pierre NKURUNZIZA ne devrait avoir de limitation de mandats que l'âge à l'instar des rois qui ont dirigé le pays. Ils ont poussé leur audace jusqu'à proposer que le terme « mandat » soit à jamais banni de la Constitution et de la loi électorale pour permettre à Pierre NKURUNZIZA de rester au pouvoir *ad vitam aeternum*, ce sont les propos tenus et applaudis pendant les séances dudit dialogue à travers le pays. **Si rien n'est fait dans les meilleurs délais, Pierre NKURUNZIZA veut à tout prix être le 6^{ème} Roi burundais dans une République réputée démocratique.**
17. L'Accord d'Arusha est la vraie cible des participants à ces assises au motif que le CNDD-FDD n'y aurait pas pris part lors des négociations qui ont abouti à sa signature et que les négociateurs avaient l'intention de préparer des pièges dans cet Accord.
18. Cependant, Excellences Messieurs les Présidents, il n'est pas un secret pour personne que tous les groupes armés y ont souscrit au fur et à mesure de leur signature des accords de cessez-le-feu ayant mis fin à la guerre qu'ils menaient contre le Gouvernement d'alors. L'argument n'a été dégainé que pour les besoins évidents de la mise à mort de la démocratie et de l'instauration d'une dictature sans nom qui n'aurait aucun repère et principe.
19. Et pour imprimer à l'argument plus de poids et rassembler des adeptes à cette stratégie, le Gouvernement en place et le parti CNDD-FDD ont cette fois-ci fait recours au discours ethnique. Pour eux, la crise actuelle est l'œuvre des tutsis qui veulent revenir au pouvoir par des voies autres que les urnes mais les statistiques des animateurs de l'opposition constituent l'un des arguments contraires à ce discours.
20. Etant donné que le fameux dialogue interne est devenu une arène dans laquelle le Gouvernement en place et le CNDD-FDD sont en train d'orchestrer la fin de la démocratie par la reformulation de la Constitution en passant par l'annulation de l'Accord d'Arusha, l'OLUCOME voit d'avance les conclusions de ces assises qu'il

s'agit d'une autolégitimation pour le CNDD-FDD et le Gouvernement et une opportunité pour diaboliser l'autre qui ne pense pas comme eux ou celui qui voudrait combattre pour le respect de l'Accord d'Arusha et de la Constitution différemment du parti et du Gouvernement.

21. L'OLUCOME en appelle à Vos Excellences pour redoubler d'efforts dans le sens de convaincre le Gouvernement en place de Pierre NKURUNZIZA et lui-même de ne plus encourager la violence verbale qui n'est qu'un soufflet qui attise les braises ethniques déjà ardentes au Burundi, tant les morts sont nombreux et pourraient l'être davantage les jours à venir à cause de ce poison.
22. L'extrémisme s'en nourrit de plus en plus à telle enseigne que sur les voies routières des barrières sont érigées et tenues, de temps à temps, non pas par la Police compétente mais par la jeunesse du parti affublée pour l'occasion des fois d'uniformes de la Police ou de l'Armée ou par des Agents de la Police présidentielle du Service National des renseignements qui n'ont d'autre mission que de recenser les Burundais qui se déplacent d'une ville à une autre et sous n'importe quel prétexte (notamment le fait de résider dans les quartiers contestataires du 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA, d'y être né, etc.) suffit pour être en danger d'être arrêté, torturé, et dans la meilleure des hypothèses, rançonné pour soit continuer la route ou rebrousser chemin vivant.
23. Excellences, les braises sont déjà ardentes car le discours transposé des manifestations ou communiqués de presse ou déclarations du parti et même du Gouvernement et parfois même de la Présidence ne rassurent nullement d'autant qu'ils distinguent les Burundais, les classent en ennemis de la Nation pour avoir osé donner un son différent de celui du parti et du Gouvernement et en amis pour avoir applaudi l'idée ou la position de ces derniers.
24. A ces barrières les cartes d'identité sont « des preuves » pour la persécution des citoyens burundais pour être nés ou pour le simple fait de résider dans l'un ou l'autre quartier contestataire du 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA.
25. Le dialogue ayant été pressenti par toute personne physique ou morale soucieuse de la stabilité du pays, mais que le Gouvernement et le CNDD-FDD l'ont transformé en une opportunité pour la propagande et le règlement des comptes politiques ; c'est pour ce motif que l'OLUCOME dénonce l'absence de réel débat neutre et libre dans cette arène.



26. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) prie Vos Excellences de ne pas avaliser les résultats de ce prétendu dialogue interne qui sont orientés dans le sens de contrebalancer celui qui a été initié par la Communauté de l'Afrique de l'Est et dirigé par Vous le médiateur et soutenu par la communauté internationale et la Région.
27. La manœuvre initiée par le Gouvernement et le parti CNDD-FDD n'a d'autres buts que d'aboutir à des résultats déjà connus d'avance comme la modification de la Constitution dans le sens d'en élargir les dispositions ayant trait à la limitation de mandat du Président de la République, aux libertés publiques et à l'organisation de voies de changements politiques légaux, à l'anéantissement définitif de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.
28. L'OLUCOME saisit cette occasion pour saluer la décision de l'Union Africaine de dépêcher une délégation de haut niveau pour tenter de convaincre Pierre NKURUNZIZA et son Gouvernement de fléchir leur position dans l'intérêt du pays et non du groupe à la tête du pays. Il renouvelle ses remerciements à l'endroit de l'Union Africaine, des Nations Unies et de la communauté internationale qui ne ménagent aucun effort pour que le Burundi renoue avec la paix et le développement. C'est dans cette logique que l'Observatoire demande avec insistance à la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine qui va se rendre au Burundi ce 25 février 2016, de tout faire pour convaincre NKURUNZIZA Pierre, le parti CNDD-FDD et le Gouvernement de rejoindre la table du dialogue interburundais réellement inclusif le plus rapidement possible afin de ne pas donner la chance à ceux qui fourbissent depuis Avril 2015 les armes en vue d'une guerre dont le spectre est plus qu'évident.
29. Excellences Messieurs les Présidents, le Gouvernement en place de Bujumbura vient de poser un soit disant geste d'annulation de 15 mandats d'arrêts parmi plus de 30 déjà émis à l'endroit des personnalités burundaises opposées au 3^{ème} mandat de NKURUNZIZA ainsi que la réouverture de l'une des 4 radios qui avaient été brûlées lors du coup d'Etat manqué. L'OLUCOME pense que ce geste politique viserait deux choses, d'un côté à montrer aux délégations qui viennent au Burundi et à la communauté internationale que le Gouvernement burundais est entré de poser des gestes salutaires, d'un autre côté, ce geste viserait à continuer sa politique de diviser pour régner, raison pour laquelle l'OLUCOME considère cet acte comme un cadeau empoisonné qui est donné aux personnalités opposées au 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA .



30. L'OLUCOME demande au Président Pierre NKURUNZIZA qui nous lit en copie, qui ne cesse à chaque occasion de professer sa foi en Dieu, ce qui est une bonne chose, de se rappeler que dans Jérémie 22 :1 à 9 principalement le verset 3, le Prophète dit : « *Ainsi parle l'Eternel : Pratiquez la justice et l'équité ; délivrez l'opprimé de l'opresseur ; ne maltraitez pas l'étranger, l'orphelin et la veuve ; n'usez pas de violence, et ne répandez point de sang d'un innocent dans ce lieu.* ». Ce pays ne devrait donc plus être abreuvé de sang de ses fils et filles pour un simple mandat non consensuel.
31. Epargnez ce pays désormais dernier sur le plan du développement mondial de cette dégringolade vers l'incertain par votre action.
32. L'Observatoire prie la Délégation de l'Union Africaine de haut niveau, qui nous lit en copie, de prendre la question burundaise à sa juste mesure et prendre toutes les dispositions utiles afin d'aboutir à une paix durable au Burundi. Il leur exprime sa sincère gratitude pour l'acceptation de la mission de haute importance pour le Burundi et l'Afrique entière et particulièrement l'Afrique des Grands Lacs et la Communauté de l'Afrique de l'Est qui trouverait le salut tant elles risquent d'être si pas déstabilisées par la guerre au Burundi mais à tout le moins affectées comme elles le sont déjà par l'insécurité qui règne dans le pays.
33. Il demande avec insistance à Votre Excellence, à Son Excellence Monsieur le Médiateur, ainsi qu'à toutes les organisations et institutions internationales et personnalités impliquées dans la résolution de la crise burundaise qui nous lisent en copie de tout mettre en œuvre pour organiser dans les meilleurs délais et cette fois-ci sans interruption le dialogue inclusif afin que la paix soit rétablie au Burundi et le plus tôt possible en vue de soulager la misère dans laquelle croupit le peuple burundais. Excellence le Médiateur, vous essayez de faire tout ce qui est de votre pouvoir pour aider les burundais, mais apparemment, le pouvoir CNDD-FDD ne fléchit pas sur ses positions, l'OLUCOME pense qu'il serait important que la sous région et l'Union africaine peuvent vous aider pour que la médiation soit appuyée par les personnalités Tanzaniennes et sud africaines qui ont suivi tout le processus d'aboutissement aux accords de paix signés dans le passé .
34. Aux groupes qui se sont déjà déclarés et qui ont été impliqués dans des actes de violence de toute nature visant les citoyens, les responsables politiques locaux et des forces de défense et sécurité de se rappeler que les actes qu'ils commettent sont autant criminels que ceux qu'ils imputent au Gouvernement de Pierre NKURUNZIZA et qu'ils seront poursuivis au même titre. *lg*

35. Ils doivent se rappeler également que les crimes contre l'humanité ou de guerre sont imputables à quiconque s'en rend coupable et les institutions tant nationales qu'internationales ont été mises en place pour juger les coupables. Ils sont imprescriptibles.

36. Excellences Messieurs les Présidents et Ampliataires de la présente, la paix au Burundi est mise à rude épreuve et l'urgence de son rétablissement grâce à votre action en synergie presse. Le Burundi a les yeux et les oreilles braquées sur votre action.

Dans cet espoir, nous vous prions d'agréer, Excellences Messieurs les Présidents, l'assurance de notre plus haute considération.



C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du KENYA avec les assurances de notre plus haute considération, à **NAIROBI**

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie avec les assurances de notre plus haute considération, à **DAR-ES-SALAM**

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Rwanda avec les assurances de notre plus haute considération, à **KIGALI**

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération, à **BUJUMBURA**

- Son Excellence Monsieur Macky SALL Président de la République du Sénégal et Membre de la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine avec les assurances de notre plus haute considération, à **DAKAR**

- Son Excellence Mohamed Ould Abdel Aziz Président de la République Islamique de Mauritanie et Membre de la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine avec les assurances de notre plus haute considération, à **NOUACKTCHOTT**

- Son Excellence Monsieur Jacob ZUMA Président de la République d'Afrique du Sud et Membre de la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine avec les assurances de notre plus haute considération, à **JOHANESBOURG**

- Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA Président de la République Gabonaise et Membre de la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine avec les assurances de notre plus haute considération, à **LIBREVILLE**

- Son Excellence Hailemariam Desalegn Premier Ministre de l'Ethiopie et Membre de la Délégation de haut niveau de l'Union Africaine avec les assurances de notre plus haute considération, à **ADDIS-ABEBA**

-Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies avec les assurances de notre très haute considération, à **NEW YORK**

-Son Excellence Madame la Présidente de l'Union Africaine avec les assurances de notre très haute considération,

à **ADDIS-ABEBA**

- Madame, Monsieur le Chef de Missions Diplomatique et Consulaire (TOUS),

à **BUJUMBURA**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté de l'Afrique de l'Est avec les assurances de notre très haute considération,

à **ARUSHA-REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE**

g